

LES
inspirations

ÉCO AFRIQUE

LE «PARACHUTE» IFC

● Avec 300 millions de dollars US d'investissements mobilisés depuis 2010 pour accompagner les entreprises marocaines dans leurs projets d'intégration régionale et d'expansion en Afrique subsaharienne, l'IFC (Société financière internationale) est devenue quasi incontournable dans les avancées du privé marocain en région subsaharienne.

Dossier.

p.32-33



ZOOM

BDM à la conquête du marché régional. **p. 31**

L'OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

Cimaf «construit» plus vite que son ombre. **p. 34**

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Zambie, l'imperturbable dynamique. **p. 35**

VUE DU CAMEROUN

La BEAC lâche du lest. **p. 36**

Actualité



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Mendiants sur une mine d'or

Aujourd'hui, les économies africaines semblent décidées à marquer la rupture dans leur politique de gestion de leurs ressources naturelles. Une prise en compte réelle d'une véritable industrie des matières premières, dans les politiques économiques des pays les mieux dotés en produits de base, est en gestation. L'idée de «saisir les opportunités des prix élevés de matières premières pour transformer l'Afrique» s'est imposée lors de la dernière rencontre au Mozambique, des ministres africains en charge du Développement des ressources minérales. A condition bien sûr, d'atteindre les objectifs de l'accélération du développement industriel du continent. La gouvernance africaine des matières premières a pendant longtemps été caractérisée par une mauvaise redistribution des richesses. À cela s'ajoute une myriade de contrats d'exploitation mal négociés, dont une bonne partie des profits sont souvent rapatriés dans les comptes de géants mondiaux qui n'ont rien à faire de l'éthique du business, avec, bien évidemment, la complicité directe ou indirecte de quelques dirigeants locaux. Cette pression sur les matières premières africaines ne cesse pourtant de s'accroître. Le continent a fini par susciter les convoitises, non plus seulement des économies occidentales, mais aussi désormais des économies émergentes qui viennent y chercher les ressources nécessaires à leur propre croissance.



Au Mali, la machine repart...

L'économie malienne se redresse, avec le retour progressif de l'aide des bailleurs de fonds et de la confiance des investisseurs, au sortir de la pire crise politique et sécuritaire que le pays ait connue au cours de son histoire récente, selon un communiqué du FMI. Le nouveau prêt de 46 millions de dollars du FMI appuie le programme de réformes structurelles qui vise à promouvoir une croissance robuste propre à faire reculer la pauvreté. Le 18 décembre dernier, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un nouvel accord en faveur du Mali au titre de la facilité élargie de crédit pour un montant de 46,2 millions de dollars. Cette décision a ouvert la voie à un décaissement immédiat de 9,2 millions de dollars.

Ecobank toujours dans la zone de turbulences

Cela part dans tous les sens dans le top management de l'une des plus grandes banques de la région ouest-africaine. Le gendarme nigérian de la Bourse, le Securities And Exchanges Commission (SEC), vient de publier une note dans laquelle il invite le groupe bancaire à procéder à des ajustements sur son organisation, dans le cadre d'une Assemblée générale extraordinaire qui devrait se tenir avant fin février 2014. Un nouveau président du conseil devrait être désigné au terme d'une sélection crédible, selon les injonctions de la SEC. La commission nigériane est parvenue à plusieurs recommandations suite aux conclusions d'une enquête commandée auprès du cabinet international d'audit KPMG. Pour rappel, Ecobank est présente dans plus d'une trentaine de pays dans le continent.

UEMOA, 4 MM d'euros d'émissions de titres en 2014

Les économies de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) comptent lever 4,5 milliards d'euros en 2014 à travers l'émission de titres publics. De source de presse, une nouvelle agence - UMOA-Titres - a d'ailleurs été créée pour coordonner leurs recours aux marchés financiers. Pour le magazine Jeune Afrique, c'est «la première fois de l'histoire de l'Union qu'un programme annuel coordonné et planifié de ces émissions est accessible au public tout comme aux investisseurs. C'est le fruit du travail réalisé par la toute nouvelle agence UMOA-Titres».



6,5%,

C'est le taux de croissance prévisionnel du Niger en 2014, selon le FMI.



Les titres BOA en mal de séduction

Le 8 janvier 2014, le prestataire des services d'investissement Actibourse a rendu public le bilan, pour le compte du deuxième trimestre de l'année 2013, du contrat de liquidité qui le lie aux filiales du groupe Bank of Africa (BOA), cotées sur la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'UEMOA. Les retombées de ce bilan, reprises par l'agence financière spécialisée Ecofin, indiquent que «pour la période de référence, les volumes de transactions ont baissé pour l'ensemble des filiales, à l'exception des opérations effectuées sur les titres BOA Niger». Celles-ci ont en effet progressé de 39,20% (6.435 titres au 31/12/2013, contre 3.913 au 31/06/2013) en volume et de 40,2% en valeurs. En revanche, la plus forte baisse a été enregistrée sur la gestion des titres BOA Burkina Faso. Ceux-ci ont connu un recul affiché de 76,48% sur les volumes (501 titres contre 2.131) et de 73,51% en valeur.

Banques

BDM à la conquête du marché régional

● La filiale de BMCE Bank relève ses ambitions et vise le marché régional. Elle entend créer deux nouvelles filiales opérationnelles en Côte d'Ivoire et au Burkina-Faso. Après le Mali, la banque compte s'implanter dans tous les marchés de l'UEMOA.

La Banque malienne de développement (BDM), dont le groupe marocain BMCE Bank est actionnaire majoritaire (27,38%), est en train de finaliser le montage financier de deux nouveaux projets d'implantation sur les marchés ivoirien et burkinabé. Après avoir réussi sa restructuration et assis son leadership sur le marché malien - grâce notamment à l'entrée de BMCE Bank dans le capital de l'enseigne - la BDM part ainsi à l'assaut du marché de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Les ambitions sont grandes : s'imposer, à moyen ou à long terme, comme une institution à dimension régionale, en s'installant dans les huit pays de l'UEMOA, sous l'enseigne Banque de l'union (BDU). En Côte d'Ivoire et au Burkina-Faso, la BDM ne devrait pas aller toute seule.

Tours de table

La filiale de BMCE Bank bénéficie de l'appui de certains de ses



● BMCE Bank est actionnaire majoritaire (27,38 %) dans la Banque malienne de développement.

principaux partenaires déjà présents dans son propre tour de table. Un partenariat vient d'être conclu en ce sens avec la Banque ouest africaine de développement (BOAD), elle-même actionnaire de la banque malienne à hauteur de 15,96%. La BOAD s'est ainsi engagée à prendre 20% de participations dans chacune des deux banques, BDU/Côte d'Ivoire

(BDU-CI) et BDU/Burkina-Faso (BDU-BF). Quant au reste du montage financier, il s'établit ainsi : 60 % de la BDM, 10 % pour des investisseurs privés maliens et 10 % pour les chambres de commerce et d'industrie des marchés d'implantation.

Performances en temps de crise

À juin 2013, la BDM affichait un résultat net en progression de

8%, s'établissant à quelque 90 millions de dirhams. À fin 2012, cet indicateur dépassait la barre des 100 millions de dirhams, en hausse de 32% par rapport à 2011, pour un total bilan de 6,3 milliards de dirhams, de quoi se revendiquer comme la première banque du Mali. La contribution de la BDM dans le résultat net part du groupe BMCE Bank a d'ailleurs progressé de 19%. Ces performances ont pourtant été réalisées dans un contexte mar-

La BDM vient de signer un partenariat avec la Banque ouest africaine de développement.

qué par la crise politico-militaire que le Mali a connue ces derniers mois. Les ressources clientèles de la banque ont progressé de 6,6%, s'établissant à 559 millions d'euros sur l'exercice 2012, là où les emplois ont enregistré une baisse de 2,7%, due à une politique de rationnement du crédit. ●



BMCE Bank, partenaire de votre dossier Afrique

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL



Cahier de l'intégration

Financement

Le «parachute» IFC

● Avec 300 millions de dollars US d'investissements mobilisés depuis 2010 pour accompagner les entreprises marocaines dans leurs projets d'intégration régionale et d'expansion en Afrique subsaharienne, l'IFC (Société financière internationale) est devenue quasi incontournable dans les avancées du privé marocain en région subsaharienne. Prêts, prises de participations directes ou indirectes, la filiale de la Banque mondiale multiplie les partenariats et donne des ailes à l'offre marocaine pour s'attaquer au marché continental.

GRUPE ALLIANCES :

C'est le partenariat le plus récent. Il y a un peu plus de quinze jours, les responsables du groupe immobilier marocain concluaient, à Marrakech, un partenariat stratégique portant sur un investissement de l'IFC d'un montant de 50 millions de dollars, soit 411 MDH, dans le capital d'Alliances. Cet investissement se fera sous forme d'une augmentation de capital réservée à la SFI (25 millions de dollars, soit 3% du capital du groupe) et d'une ligne de financement convertible en actions (25 millions de dollars). Si le communiqué officiel parle d'une «contribution au financement du programme de 110.000 logements sociaux» lancé par Alliances au Maroc, il est tout de même certain que les ambitions africaines du groupe immobilier ne sont pas étrangères à ce partenariat. Alliances développe déjà d'importants projets dans la région - au Sénégal, au Congo et en Côte d'Ivoire - et ne compte surtout pas s'arrêter là. «La Banque mondiale souhaite nous accompagner dans d'autres opérations que nous aurons l'occasion de réaliser avec elle en Afrique. C'est le début d'un partenariat important», nous confiait, dans une interview accordée à ÉCO Inspirations, Karim Belmaachi, le directeur général du groupe Alliances.

SAHAM GROUP :

Début 2012, c'était au tour de la holding multisectorielle de Moulay Hafid El Alamy d'ouvrir son capital à l'IFC pour se donner les



POINT DE VUE



Brahim Sentissi,
Financier, directeur Cejefic Consulting

▲ Afrique est aujourd'hui une destination prisée des investisseurs (les IDE ont été multipliés par 7 en 10 ans) et les entreprises marocaines ont commencé à se positionner, en particulier en Afrique centrale et de l'Ouest, majoritairement francophone. On le voit dans divers secteurs, notamment le secteur financier, des télécoms ou encore l'immobilier et le BTP. Dans ce cadre, l'IFC joue son rôle de bailleur de fonds, en apportant son appui financier à plusieurs secteurs de l'économie marocaine (finance, infrastructures, éducation, etc.). De plus, la filiale de la Banque mondiale accorde clairement une priorité aux entreprises marocaines ayant une stratégie d'investissement en Afrique et appuie donc les initiatives de coopération Sud-Sud. Dans le futur, l'économie africaine continuera certainement d'avoir une croissance soutenue grâce à la structure de sa population (40% de la population a moins de 15 ans), sa croissance démographique, son urbanisation et ses richesses naturelles. Le Maroc affiche clairement sa volonté de se positionner comme une plateforme d'investissement en Afrique, comme le témoigne le projet Casablanca Finance City. Cependant pour aller plus loin dans le sens de cette ouverture, il serait peut être pertinent de faire évoluer les contraintes réglementaires, notamment celles liées au change et à l'investissement à l'international. En effet, il est curieux de constater par exemple qu'aujourd'hui les OPCVM, vecteurs de l'épargne, ne peuvent investir que dans les pays de l'OCDE, de l'Union européenne et l'UMA, donc dans aucun pays d'Afrique subsaharienne. ●

Cahier de l'intégration

moyens de ses ambitions continentales, en l'occurrence dans le secteur des assurances. La filiale d'investissement de la Banque mondiale prenait ainsi d'importantes participations (20%) pour un montant de quelque 125 millions de dollars dans le capital du Groupe Saham finances. Ici, l'objectif est clair. Cette intervention devrait permettre au groupe marocain de renouveler son souffle financier, afin de porter plus loin ses activités dans le continent, suite à l'acquisition, en 2010, d'un des géants africains des assurances, le groupe Colina. L'une des dernières expansions réussies de l'enseigne s'est opérée en Angola, avec l'acquisition de parts majoritaires (49,9%) dans le capital de Global Alliances Seguros Angola, un des leaders du marché local. Ainsi, après le Madagascar, le Niger et le Ghana, le groupe Colina poursuit son dé-

veloppement dans les pays de la région CIMA. À fin 2012, l'enseigne affichait un chiffre d'affaires en hausse de 19% par rapport à 2011.

BANQUE CENTRALE POPULAIRE :

L'IFC, en partenariat avec deux fonds d'investissement gérés par IFC Asset Management Company, ont investi en 2012 un montant global de 204 millions de dollars US dans le capital de BCP. L'objectif de ce partenariat était évidemment d'«accompagner dans l'extension de ses activités et de soutenir les petites et moyennes entreprises au Maroc et en Afrique subsaharienne». La répartition est comme suit: 53,8 millions pour l'IFC, 127,5 millions pour le Fonds IFC Capitalization Fund, et 22,7 millions de Dollars US pour le Fonds Africa Capitalization Fund. Cet investissement a permis à l'IFC et aux deux

ZALAGH HOLDING :

Si l'Afrique n'est pas encore une ambition clairement concrétisée pour ce groupe, présent sur toute la chaîne de valeur du secteur avicole, rien n'exclut cette orientation stratégique dans le moyen ou long terme, surtout depuis qu'il a réussi à décrocher, en novembre dernier, un important appui auprès de l'IFC pour la réalisation de son plan

de développement. L'institution financière a en effet annoncé avoir investi 24 millions de dollars sous forme de prise de participation directe dans le capital de Zalagh Holding. Le groupe travaille depuis quelques années au développement de ses capacités industrielles de production d'aliments composés pour animaux, ainsi qu'en poussins et dindonneaux de chair. Par ailleurs, Zalagh Holding compte également développer l'exportation de produits avicoles sur le marché subsaharien. Les responsables du groupe envisageraient même un projet d'implantation dans un des pays de la région. Cela devrait se matérialiser via un projet d'investissement industriel, ou à travers le développement de partenariats sous forme de joint-ventures avec des acteurs locaux déjà bien implantés sur ces marchés.

Q/R

Joumana Cobein,
Chef du bureau Maghreb de l'IFC



Les ÉCO : Dans quel cadre stratégique s'inscrivent ces partenariats ?

Joumana Cobein : Le développement du continent africain est actuellement la priorité d'IFC, qui vise la réduction de la pauvreté et un partage plus équitable des richesses au niveau global. Dans ce contexte, IFC a pris des participations directes dans des sociétés comme Saham Finances, un groupe d'assurances marocain, Alliances, un opérateur immobilier, ou encore le groupe Banque Populaire pour les aider à se développer en Afrique subsaharienne. Auparavant, IFC avait déjà mis en place des lignes de garantie en faveur de filiales africaines de banques marocaines comme BMCE ou Attijariwafa bank. Nous avons également investi dans la filiale sénégalaise de l'ONEE, qui alimente en électricité les zones rurales du Sénégal ou encore dans un fonds régional d'investissement privé dédié au financement des infrastructures en Afrique du Nord et dans les régions subsahariennes. Toutes ces actions, qui s'inscrivent sur le long terme, visent à soutenir le secteur privé des pays africains, continent difficile qui connaît cependant une activité économique soutenue, favorisée notamment par la croissance démographique et l'urbanisation rapide.

Le Maroc serait-il désormais une véritable plateforme stratégique pour vos interventions en Afrique subsaharienne ?

Le soutien d'IFC au développement des investissements Sud-Sud en provenance d'entreprises marocaines est un axe prioritaire de notre intervention au Maroc. Depuis 2010, nous avons mobilisé près de 300 millions de dollars d'investissements pour ac-

compagner les entreprises marocaines dans leurs projets d'intégration régionale et d'expansion en Afrique subsaharienne. Le potentiel de croissance en Afrique est énorme, mais les défis sont aussi significatifs. Grâce à son expérience, IFC peut apporter de la valeur aux entreprises qui ciblent de nouveaux marchés ou veulent se développer en Afrique subsaharienne. Notre contribution repose sur une bonne connaissance des marchés locaux, une large présence sur le terrain et une expertise globale des meilleures pratiques. Via ses 21 bureaux basés dans la région subsaharienne, IFC opère également directement en faveur des entreprises locales en leur offrant son expertise et ses services. À titre indicatif, sur les 25 milliards de dollars investis par IFC au niveau mondial, 20% ont été entièrement engagés dans des entreprises du secteur privé de cette région.

Quelles sont les grandes orientations de votre stratégie en Afrique ?

IFC s'attache à l'établissement d'un cadre favorable pour la croissance économique en Afrique subsaharienne. Ainsi, l'investissement dans les infrastructures de base (particulièrement l'énergie et les transports) est primordial pour soutenir la compétitivité des industries manufacturières et agro-alimentaires. Appuyer les PME et l'entrepreneuriat local est également un facteur de développement pour le secteur privé dans la région. Enfin, renforcer la participation des entreprises dans les secteurs de l'éducation et de la santé est un des grands challenges pour assurer un meilleur service et bien-être à la population croissante du continent africain.

Le développement du continent africain est actuellement la priorité d'IFC.

●●●
IFC joue son rôle de bailleur de fonds, en apportant son appui financier à plusieurs secteurs de l'économie marocaine.

L'opérateur de la semaine

EN PARTENARIAT AVEC



Centre Marocain de Promotion des Exportations

Cimaf «construit» plus vite que son ombre

● Le groupe d'Anas Sefroui vient de lancer la construction de sa nouvelle cimenterie au Gabon, d'un coût de 30 millions d'euros. Une nouvelle étape dans le développement de l'enseigne en région subsaharienne, après les marchés ivoirien, guinéen, burkinabé, camerounais et congolais.



Ciments de l'Afrique (CIMAF) est en train de tisser sa toile africaine à vitesse «V». Créé en 2011, le groupe est aujourd'hui présent dans cinq marchés subsahariens, avec une moyenne de deux implantations par année : un rythme record. Le dernier pays à avoir accueilli les investissements du groupe est le Gabon. En juin dernier, le groupe lançait dans ce pays son cinquième projet industriel, conçu quasiment sur le même modèle que les précédents. Il s'agit en effet d'une nouvelle cimenterie, d'un coût global de réalisation estimé à 30 millions d'euros. L'entrée en production de

Ciments de l'Afrique Gabon SA, d'une capacité annuelle de 500.000 tonnes de ciment extensible à 1.000.000 de tonnes, devrait générer 200 emplois locaux directs. La construction du site industriel devrait s'étaler sur une période de 20 mois et permettre la création d'environ un millier d'emplois. Les activités de Cimaf Gabon devraient par ailleurs composer un volet immobilier social. Plusieurs projets de logements sociaux sont en effet prévus dans ce même pays.

Diversification

L'étape gabonaise n'est en fait que la continuité d'une stratégie très

agressive de développement à l'international, engagée par Anas Sefroui sur le segment de la production de ciment et de la promotion immobilière. Le groupe a en effet déjà réussi ses entrées dans les marchés ivoirien, guinéen, burkinabé et camerounais. Dans ce dernier pays, en particulier, le cours des événements semble s'être précipité depuis le lancement en mai 2012 d'un projet d'une unité industrielle de broyage et d'ensachage. CIMAF Cameroun prévoit de démarrer dès février 2014 la commercialisation de ses premiers sacs de ciment, à travers les circuits de distribution locaux. L'usine, située dans la zone industrielle de Bonabéri, dans la région de Douala, a démarré le mois dernier ses opérations d'ensachage. Cimaf a également le Congo-Brazzaville dans ses marchés cibles. Il y a près d'un an déjà, les responsables du groupe signaient à Brazzaville un important accord de partenariat avec l'État congolais. Cette convention porte sur la construction d'un centre industriel de broyage et d'ensachage d'une capacité de 500.000 tonnes au port de Pointe Noire, ainsi que des projets de logements sociaux dans la capitale congolaise. ●



Le groupe a déjà réussi ses entrées dans les marchés ivoirien, guinéen, burkinabé et camerounais.



BIO EXPRESS

Anas Sefroui,
PDG de CIMAF

Rien ne prédestinait ce septuagénaire à être l'un des promoteurs immobiliers les plus présents de nos jours sur la scène continentale. Né à Fès, l'homme s'est très tôt imprégné d'un très fort sens des affaires, grâce à son père, Abdeslam Sefroui. Il quitte prématurément les bancs de l'école secondaire pour s'intéresser davantage aux affaires de son père, un choix qui déterminera toute sa vie. Quelques années plus tard, le jeune homme d'affaires volait déjà de ses propres ailes sous l'impulsion paternelle. Anas se lance, dès 1987, dans la promotion immobilière. Il fonde, l'année suivante, sa propre structure. C'est la naissance de Douja Promotion Groupe Addoha. Il lui aura fallu cependant patienter quelques années plus tard pour qu'une réelle opportunité de développement se présente. En 1995, le gouvernement marocain de l'époque lance un important programme national de logements sociaux, portant sur la construction de 200.000 unités de logements. Le promoteur décroche un premier projet d'envergure appelé «Addoha», visant la construction de plus de 2.300 logements à caractère social. Le développement des activités du groupe d'Anas Sefroui prend une nouvelle tournure à partir de là. L'homme multiplie les partenariats avec l'État, qui, résolument, s'inscrit dans une politique de développement de l'offre immobilière. En 2006, Addoha réussit son entrée en Bourse pour être le premier opérateur immobilier marocain coté à la place financière de Casablanca. L'homme d'affaires a aujourd'hui des années d'expertise cumulée sur le marché local à «vendre» sur les marchés subsahariens... et cela lui réussit bien pour le moment. ●

Le plus de Maroc Export

En Afrique et à l'instar des autres régions du monde, le manque de moyens pour se doter de logements à bas prix a poussé les décideurs à penser à la construction de logements sociaux. Plusieurs pays africains sont particulièrement intéressés par l'expérience du Maroc dans ce domaine, qui a bâti un grand succès. Ceci a donné l'occasion à certaines entreprises marocaines de s'acquiescer des parts de marchés africains. L'expertise marocaine prouvée dans le domaine pousse les donneurs d'ordre à leur faire confiance. Les possibilités sont encore énormes dans ce secteur et ce pourra se faire par le biais de grands propriétaires de terrains, par les organismes publics concernés, tels que l'APIX au Sénégal par exemple ou bien directement par le ministère chargé de l'Habitat dans les pays en question. Ces opérations permettront, par la même occasion, de contribuer à l'exportation des matériaux de construction du Maroc pour être utilisés par ces entrepreneurs. Maroc Export organise régulièrement des rencontres entre les décideurs africains de ce secteur et les opérateurs marocains à l'occasion des différentes manifestations économiques tenues aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le marché de la semaine

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LE ZAMBIE (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/13	JAN. AOÛT 13	JAN. AOÛT 13	ÉVOL. 13/12
Importations	1819	7809	0	34504	%	29794	172	-99,42%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	764	100	0	14964	%	14964	0	-100%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	-1056	-7709	0	-19540	%	-14830	-172	-98,84%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS ZAMBIE

Taille

14 millions de consommateurs potentiels (2012)

Monnaie

Kwacha Zambien

PIB

20,6 MMUSD (2012)

Croissance PIB

7,3% en 2012 et 8% en 2013

Région économique

Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)

Doing Business 2013

83^e mondial sur 185 pays (90^e au DB2013)

Zambie, l'imperturbable dynamique

● Ce pays d'Afrique australe est encore l'une des rares économies africaines à s'être faite une carapace contre les méfaits de la conjoncture mondiale. Sa dynamique de croissance demeure inchangée sur les 5 dernières années.

Figurant parmi les économies du continent les plus dynamiques, la Zambie présente des caractéristiques structurelles largement partagées en Afrique pour expliquer sa moyenne annuelle de 6% de croissance sur les cinq dernières années. Pour 2014, ce niveau de dynamisme devrait être le même. Une forte amélioration de la production minière, en l'occurrence, est attendue. La croissance économique du pays repose en effet sur une bonne partie de ses ressources présentes dans le sous-sol du pays. Au sortir d'une année 2012 ponctuée par la multiplication des mouvements sociaux et caractérisée par une certaine instabilité politique, la croissance du secteur minier est repartie de plus belle cette année, selon les prévisions les plus actualisées. La filière du cuivre, par exemple, devrait afficher une accélération de la production, qui atteindrait 1,5 million de tonnes en 2015. Ces perspec-

tives sont évidemment fortement liées au climat global de regain de confiance auprès des investisseurs étrangers. «Cela devrait se traduire par une reprise des flux financiers dans les nouvelles mines et une augmentation de la capacité des unités existantes», observent les experts de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. De plus, les cours actuels soutenus du cuivre devraient avoir un effet stimulateur sur le secteur minier. Il faut savoir,

par ailleurs, que les mines contribuent à environ 80% des recettes en devises de la Zambie.

Agriculture

Toute la dynamique attendue cette année ne viendra pas uniquement du sous-sol. La construction et les BTP devraient également jouer un rôle important dans ce sens, ainsi que l'agriculture et le secteur des services. Le secteur agricole a en effet bien résisté aux changements cli-



La faible productivité du secteur agricole est notamment justifiée par le niveau élevé des coûts de production, ainsi que par l'accès limité au crédit.

matiques qui affectent la région sur les dernières années. Il devrait d'ailleurs tirer profit des projets gouvernementaux visant à améliorer l'affectation des ressources et des investissements prévus pour les infrastructures agricoles et la diversification des cultures, selon les prévisionnistes. En 2012, pourtant, le secteur a été frappé par une importante baisse de la production, en particulier celle de la culture du coton. Les contraintes demeurent réelles.

Risque pays

L'alternance politique a joué mais les progrès sont lents : les élections d'octobre 2011 ont amené au pouvoir le nouveau président Michael Sata et le Patriotic Front (PF), succédant au Movement for Multi-Party Democracy (MDD). Des signes de concentration des pouvoirs par le président, l'apparition de dissensions au sein du gouvernement et des tensions entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire pourraient détériorer le climat social et politique. Toutefois, la stabilité du pays ne devrait pas être menacée jusqu'aux prochaines élections (2016). Le nouveau président semble faire preuve de pragmatisme et être plus conciliant avec les investisseurs étrangers (notamment chinois) que ne le laissait présager sa campagne électorale. Les relations entre la Chine sont plus conflictuelles avec le PF que celles qui prévalaient avec le MDD. Les tensions sur les conditions de travail dans les mines gérées par les compagnies chinoises sont régulièrement l'objet de revendications et parfois d'émeutes. Les mesures visant à prévenir et à condamner les pratiques de corruption tardent à produire leurs effets. Des lacunes persistent, notamment en matière de qualité de la réglementation et de droits de propriété.



Le groupe BMCE Bank au service du développement des affaires et du progrès social en Afrique

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL



Vue du Cameroun



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Obstacle à l'intégration

Announced pour ce début janvier 2014, la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) tarde toujours à se matérialiser. Il y a même fort à craindre qu'elle ne soit, pour longtemps encore, ajournée. La Guinée équatoriale dès le 31 décembre 2013, a fermé ses frontières avec le Cameroun et le Gabon, ses deux voisins. Les autorités de Malabo avaient déjà indiqué, en novembre 2013 que leur pays n'appliquerait finalement pas cette décision qui avait été prise en juin 2013 par les chefs d'États de la sous-région à l'issue d'un sommet organisé à Libreville au Gabon. Au-delà de ce désistement, l'actualité vient de mettre à jour un autre obstacle à ce projet de libre circulation en Afrique centrale. Il s'agit, bien sûr, de la grave crise qui prévaut en République centrafricaine (RCA). Avec l'intervention étrangère dans ce pays pour entre autres désarmer les rebelles de la Séléka, il n'est pas exclu que certains éléments de cette force tentent de s'enfuir dans les pays voisins (en particulier le Tchad, le Cameroun et le Congo). Dans ces conditions, les autres pays de la sous-région peuvent-ils être prêts tout de suite à ouvrir grandement leurs frontières avec le risque de voir s'introduire dans les rangs de leurs populations des individus armés susceptibles de perpétrer à tout moment des actes criminels ?

Rien n'est moins sûr. ●

La BEAC lâche du lest

● La Banque des États de l'Afrique centrale rabaisse certains de ses taux d'intérêt. Par cette mesure, qui est applicable depuis le 18 décembre, l'institution qui coiffe six pays d'Afrique centrale entend soutenir davantage l'activité économique dans la sous-région.

Le 17 décembre dernier, BEAC, banque centrale des pays de la CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad) a revu à la baisse certains de ses taux d'intérêt. C'était au cours d'une session du Comité de politique monétaire (CPM) organisée à Douala au Cameroun. D'une manière générale, l'ensemble des taux de rémunération des dépôts publics est revu à la baisse. Ainsi, indique le communiqué ayant sanctionné les travaux, le taux d'intérêt sur placement public au titre de fonds de réserve pour les générations futures (Tispp0) passe de 0,75% à 0,5%. Pour sa part, le taux d'intérêt sur placement public au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (Tispp1) passe de 0,35% à 0,10%. Enfin, le taux d'intérêt sur placement public au titre des dépôts spéciaux est désormais de 0%, alors qu'il était jusque-là de 0,10%. Le CPM a aussi revu à la baisse les taux d'intervention créditeurs de la BEAC. Le taux plancher est désormais de 2,75%, alors que jusque-là, il était de 3,25%. Sur les placements, ces taux créditeurs ont aussi une tendance baissière, en fonction de la durée du placement. Ainsi, la Banque centrale annonce une baisse de ses taux d'intérêt sur placement de 0,10 à 0% pour les placements à 7 jours, de 0,1625 à 0,0625% pour les placements à 28 jours et enfin de 0,225 à 0,125% pour ceux à 84 jours. Le communiqué publié à l'issue de cette réunion indique néanmoins que l'institution a décidé de maintenir inchangé son principal taux directeur. S'adressant à la presse à l'issue de cette session du CPM, l'Équato-guinéen Lucas Abaga Nchama, gouverneur de la Banque centrale et président du CPM, a indiqué que «nos analyses n'ont pas évolué. On reste sur les mêmes bases et c'est pour cela que nous avons été amenés à



maintenir le taux directeur que nous avons déjà baissé la dernière fois, pour donner une bouffée d'oxygène au financement de nos économies». En effet, le taux d'intervention créditeur a connu deux baisses successives au courant de l'année dernière. La première fois en juillet 2013 lorsqu'il est passé de 4% à 3,5%, la seconde fois en octobre, quand il a été revu à 3,25%. Au sortir de cette session du CPM du mois d'octobre 2013, Lucas Abaga Nchama expliquait cette mesure en disant que «nous sommes en train de réformer les institutions monétaires pour mieux soutenir l'activité économique dans notre région». En décidant de baisser son taux directeur «La BEAC (...) adopte à son niveau une politique de flexibilité et de gestion dynamique des taux qui, depuis quelques années, tend à se généraliser dans le monde», commente l'universitaire Bruno Bekolo-Ebé. L'ancien recteur de l'université de Douala appelle cependant à relativiser l'impact de cette décision. En effet, écrit-il dans un article publié par le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune, «dans un contexte de surliquidité bancaire, les banques de la sous-région ont très peu recours au refinancement de la BEAC». Ces décisions de la BEAC qui sont

entrées en application dès le 18 décembre 2013 interviennent au moment où on note une «décélération» du PIB réel en 2013. Alors que les prévisions le situaient à 3,2%, le taux de croissance du PIB dans la sous-région n'a été que de 2,6%. Cette situation selon le CPM, «résulte de la baisse de la production pétrolière, de la correction à la

Le taux d'intérêt sur placement public au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (Tispp1) passe de 0,35% à 0,10%

baisse des investissements publics et du repli des activités dans les BTP». Qu'à cela ne tienne, la Banque centrale est plus optimiste pour 2014 et pense que la croissance de l'économie de la sous-région pourrait s'établir à 5,3%. Cet optimisme est dicté, dit-elle, par la hausse de la production pétrolière et des activités non pétrolières. ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun